Résolution

Tout le monde dans la rue pour des soins et un accompagnement de qualité

Ces quinze prochaines années, le nombre des personnes âgées de plus de 80 ans en Suisse augmentera de 60 % et celui des plus de 90 ans aura plus que doublé. Réjouissons-nous, car nous vivons plus longtemps et restons en bonne santé plus longtemps. Mais cela implique que beaucoup d'entre nous aurons un jour besoin d'aide, voire de soins. En effet, les besoins en soins de longue durée augmenteront de 43 % d'ici à 2040.

Nous sommes très inquiets de constater que notre système de santé s'enfonce de plus en plus dans la crise. Nous sommes témoins de la crise que connaissent les soins du fait de l'augmentation constante du nombre de personnes âgées tributaires de soins d'une part, et du manque cruel de personnel soignant et d'offres suffisantes pour les personnes qui ont besoin de soins ou d'accompagnement d'autre part.

Victimes d'une politique malencontreuse !
Pour nous, une chose est sûre : le système de santé souffre de la politique malencontreuse menée par la Confédération et les cantons. Les hôpitaux et les EMS sont sous-financés, et cela se traduit par de mauvaises conditions de travail pour le personnel. Ce personnel, qui joue un rôle d'une importance systémique, s'éreinte et quitte la profession. Le manque de personnel ne cesse de s'aggraver.

Et qui en souffre ? Celles et ceux qui ont besoin de soins et d'accompagnement. Le système de financement est conçu pour fournir des soins purement médicaux de la manière la plus efficace possible. Cela ne répond pas aux besoins de nombreuses personnes âgées : elles ont besoin d'aide lorsqu'elles ne peuvent plus se débrouiller seules, de sécurité, d'une participation à la vie sociale et de contacts humains. Soins de longue durée et accompagnement doivent être axés sur les besoins des personnes dépendantes de soins. C'est aussi ce que réclament les soignant-e-s. Car ils et elles le savent : pour dispenser des soins et un accompagnement de qualité, il faut de la confiance, et la confiance se construit avec le temps.

Rompre le cercle vicieux : une bonne vie pour toutes et tous
Au profit de mesures d'économie qui visent à financer des allége-ments fiscaux pour les riches, les majorités bourgeoises fédérales et cantonales sacrifient les travailleurs qui s'occupent des autres et assurent ainsi la cohésion de notre société ainsi que la qualité de vie des personnes âgées. Pour remédier à la crise que traverse le secteur des soins, des changements structurels majeurs sont indispensables dans le domaine des soins et de l'accompagnement de longue durée. Nos revendications sont les suivantes :

- **L'être humain et ses besoins doivent être placés au centre :** nous devons nous affranchir d'une planification (des soins) fondée uniquement sur la standardisation et l'efficacité. Et accorder une importance équivalente aux dimensions individuelles, médicales, infirmières et sociales des soins. Cela suppose qu'il existe des offres (de logement) appropriées.
- **De bonnes conditions de travail pour les salarié-e-s :** le travail accompli dans les soins et l'accompagnement est pénible au plus haut point, tant physiquement qu'émotionnellement. Les soignant-e-s ont besoin de reconnaissance, d'autonomie et de conditions de travail adaptées à la pénibilité de leur travail : de bons salaires, une réduction du temps de travail hebdomadaire à 32 heures, une planification des services

qui ne nuise pas à la santé et permette d'avoir une vie privée, et surtout : des effectifs suffisants pour assurer des soins et un accompagnement de qualité.

- **Un financement tourné vers l'avenir :** des décisions politiques courageuses et des investissements dans les conditions de travail et les infrastructures sont incontournables. Les personnes tributaires de soins et les payeurs et payeuses de primes ne doivent pas supporter les coûts requis pour pouvoir dispenser des soins et un accompagnement décents. Des soins et un accompagnement de longue durée de qualité relèvent du service public. Ils doivent donc faire l'objet d'un financement public et adéquat.

Toutes et tous dans la rue !
Il y a quatre ans, 61 % des votant-e-s ont approuvé l'initiative sur les soins. Les principales revendications qu'elle portait, à savoir de bonnes conditions de travail, des clés d'attribution des postes garanties et un financement stable, n'ont pas été mis en œuvre. Les clés d'attribution des postes et le financement sont même absents du projet de loi qui sera soumis au Conseil national en décembre. Il faut que le Parlement respecte enfin le mandat précis du peuple et mette en œuvre l'initiative pleinement et efficacement. Cela ne se fera pas tout seul : tout le monde doit descendre dans la rue, à savoir le personnel de santé, mais aussi nous toutes et tous en tant que personnes concernées par un système de santé antisocial.

Nous vous appelons à vous joindre à nous et à manifester le 22 novembre à 14h15 sur la Place fédérale à Berne. Ensemble, envoyons un signal fort en faveur d'une société qui ne laisse personne sur le bord du chemin. Nous formulons ces revendications dans l'intérêt de toutes les générations, qui façonnent ensemble l'avenir de la Suisse.